

**Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes**

**Délibération n° 2021-07-63  
du Conseil municipal  
Séance du 27 juillet 2021**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations  
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 21 juillet 2021  
Nombre de Conseillers municipaux : 33  
Nombre de Conseillers municipaux présents : 25  
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6  
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

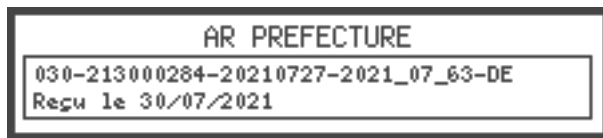
L'an deux mille vingt et un, le 27 juillet à 18 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle multiculturelle sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents** : Jean-Yves **CHAPELET**, Maxime **COUSTON**, Michèle **FOND-THURIAL**, Michel **CEGIELSKI**, Christine **MUCCIO**, Christian **BAUME**, Jennifer **OBID**, Philippe **BERTHOMIEU**, Justine **ROUQUAIROL**, Sandrine **ANGLEZAN**, Laurence **SALINAS-MARTINEZ**, Christian **SUAU**, Carine **BOISSEL**, Raymond **MASSE**, Mourad **ABADLI**, Nicole **SAGE**, Sylvain **HILLE**, Ali **Ouatizerga**, Catherine **HERBET**, Michel **SELLENS**, Corine **MARTIN**, Alain **POMMIER**, Olivier **WIRY**, Thierry **VINCENT**, Audrey **BLANCHER**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : Jean Christian **REY** procuration à Jean-Yves **CHAPELET**, Monique **GRAZIANO-BAYLE** procuration à Christian **BAUME**, Caroline **LABOUEIBE** procuration à Jennifer **OBID**, Pascale **BORDES** procuration à Corinne **MARTIN**, Jean-Louis **MORELLI** procuration à Alain **POMMIER**, Léopoldina **MARQUES-ROUX** procuration à Olivier **WIRY**

**Conseillers municipaux absents** : Anthony **CELLIER**, Fatiha **EL KHOTRI**

**Secrétaire de séance** : Michèle **FOND-THURIAL**



**Objet : Désaffectation et déclassement du domaine public communal de la parcelle BY 579 constituée par un parking situé Rue Jacqueline Bret-André. Ouverture d'une enquête publique**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L. 2141-1,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment en ses articles L. 141-1 à L. 141-4 et R. 141-4 à R. 141-10,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.134-1, L. 134-2 et R. 134-3 à R. 143-30,

Considérant que la parcelle BY 579 appartient à la Commune et est occupée par un parc de stationnement,

Considérant que cette parcelle fait partie du domaine public communal,

Considérant que le parking, d'une superficie de 675 m<sup>2</sup>, fait partie du domaine public routier de la Commune,

Considérant que dans le cadre d'un projet de construction d'un commerce sur les parcelles communales BY 459, 460 et 626, la parcelle BY 579 revêt un intérêt particulier pour l'aménagement d'un parking à destination des clients du futur commerce,

Considérant qu'un projet de cette nature serait structurant pour ce secteur à dominante commerciale et permettrait d'accroître son attractivité,

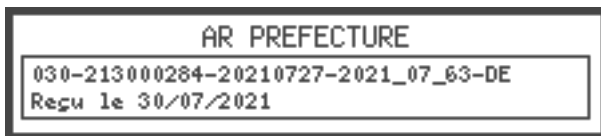
Considérant que pour permettre l'aboutissement du projet, la Commune envisage de déclasser de son domaine public la parcelle BY 579 comprenant un parking,

Considérant que le déclassement d'un parking public ne peut survenir qu'après enquête publique,

Considérant que pour pouvoir prononcer le déclassement, le tènement doit être désaffecté au préalable, c'est-à-dire qu'il ne doit plus être affecté à l'usage du public,

Considérant que la désaffectation a été réalisée par la neutralisation des accès et du périmètre du parking,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission Urbanisme, Travaux et Environnement du 20 juillet 2021



**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- de constater la désaffectation effective de la parcelle BY 579,
- d'autoriser Monsieur le Maire à organiser, par voie d'arrêté, l'enquête publique prescrite par les dispositions précitées du Code de la voirie routière et du Code des relations entre le public et l'administration,
- de préciser que le Conseil Municipal devra se prononcer sur le déclassement définitif du domaine public communal à l'issue de l'enquête publique,
- d'indiquer que la dépense résultant de l'organisation de l'enquête publique sera prise en charge par la Commune,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué à l'urbanisme, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 27 juillet 2021

Acte rendu exécutoire  
Après dépôt électronique en Préfecture

Le 30 juillet 2021  
et publié le 30 juillet 2021

  
Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET

